Etrange, Aphathie ne dit rien de Méluche visé comme Marine par une enquête antifraude

écrit par Juvénal de Lyon | 31 mars 2025

Dans l'attente du verdict concernant MLP, une autre affaire est pendante en justice : celle de Mélenchon

visé par une enquête de l'Office antifraude de Bruxelles, affaire similaire pour les mêmes motifs.
Mais chutttt, c'est le privilège rouge qui s'applique en silence médiatique complice. *Qui en entend parler ou écrire dans le microcosme médiatique depuis 2017, qui ? Aphatie est aphatique ! (C'est un peu facile, je sais, mais la grande gueule est aphone !).*
L'ex-eurodéputé Insoumis est soupçonné, lui aussi, d'avoir utilisé ses assistants parlementaires pour son activité politique en France.

C'est fou comme cette affaire a été bien gardée et dissimulée depuis tout ce temps.

Juvénal

Où l'on apprend que J.L Mélenchon est visé depuis 2017 par une enquête de l'Office européen de lutte anti-fraude…

Jean-Luc Mélenchon (alias Santerre, alors), « Santerre », ce pseudo avec lequel JLM signait ses écrits politiques est le nom de l'homme qui a conduit le Roi Louis XVI à l'échafaud.

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, de 1972 à 1979, sous le pseudonyme de « Santerre », participait à toutes les luttes étudiantes et ouvrières du Jura – en particulier la grève des Lip.

https://blogs.mediapart.fr/jean-marie-charron/blog/270617/jean-luc-melenchon-alias-santerre

._____
_____

Le fondateur de La France insoumise (LFI) est visé depuis 2017 par une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (Olaf). Le rapport final a été dévoilé par *Libération* vendredi 28 mars : il révèle les « *manquements* » et les « *irrégularités* » concernant l'activité de deux assistants parlementaires de l'Insoumis entre 2013 et 2017, ce qui aurait coûté environ 500 000 euros au Parlement européen.

Selon l'Olaf, l'**attachée de presse historique de Jean-Luc Mélenchon, Juliette Prados, et son directeur de cabinet, Laurent Maffeïs, sont suspectés d'avoir omis de déclarer qu'ils travaillaient pour le compte de l'Insoumis** « *en tant que chef de parti politique* », indique le rapport cité par *Libé.* Et ce, alors qu'ils étaient payés par l'institution européenne.

Ces fonctionnaires étaient d'ailleurs des assistants parlementaires accrédités (APA), c'est-à-dire qu'ils devaient travailler en exclusivité avec le Parlement européen à Bruxelles ou Strasbourg et devaient vivre à proximité. Ils résidaient pourtant à Montreuil (Seine-Saint-Denis) et à Paris, alors qu'ils percevaient l'indemnité de dépaysement par le Parlement européen, soit 16 % de leurs honoraires.

Juliette Prados et Laurent Maffeïs n'auraient également pas respecté la réglementation du Parlement européen, en communiquant via la messagerie du Parti de gauche et non pas à travers celle de Bruxelles. Les anciens collaborateurs de Jean-Luc Mélenchon assurent qu'ils ne savaient pas qui payait leurs frais de déplacement. Interrogé par l'Olaf en septembre 2020, l'ancien candidat à la présidentielle est d'ailleurs resté plutôt vague : « *Si on n'a rien demandé au Parlement européen, c'est que ça a dû être payé par quelqu'un d'autre* […] *Je suppose que cela a été payé avec l'enveloppe « frais de mission ».* » Avant d'ajouter qu'il ne serait « *pas au*

courant des règles de mission ».

Source : https://pgibertie.wordpress.com/wp-content/uploads/2025/03/image-162.png

Voir aussi https://www.lejdd.fr/politique/jean-luc-melenchon-lui-aussi-vise-par-lenquete-sur-les-assistants-parlementaires-20466

https://www.leparisien.fr/faits-divers/assistants-d-euro-deputes-l-enquete-elargie-a-jean-luc-melenchon-18-07-2017-7141563.php

Entendu par la police en 2018, Jean-Luc Mélenchon ne l'a toujours pas été par la nouvelle magistrate.

Juvénal de Lyon

o